

FINLANDE

13

BONNE ÉLÈVE

Confrontée comme tous les pays d'Europe à une reprise des contaminations à la Covid-19, la Finlande réinstalle des mesures de protection sanitaire qui pourraient freiner temporairement sa reprise. Estimée à 3,4% en 2021, la croissance du PIB pourrait encore atteindre 2,8% en 2022, selon la Commission européenne. Après avoir raisonnablement pratiqué le « quoi qu'il en coûte », le gouvernement cherche, à présent, à consolider ses finances.

Relativement épargnée jusqu'alors, la Finlande enregistrait, début décembre 2021, un nombre record de contaminations au Sars-Cov-2. Son taux de vaccination (77% de l'ensemble de la population) lui permettait toutefois de contenir la remontée des cas graves ainsi que celle des décès, moins marquées que dans la plupart des autres pays de l'Union européenne. Parallèlement, le gouvernement remettait en place des mesures de protection sanitaire, comme la fermeture après 18h des bars et restaurants dans certaines régions.

Après les restrictions et l'épargne forcée du printemps 2020, la consommation des ménages s'est rapidement redressée, s'affichant comme le principal moteur de la reprise. En 2021, elle apporte la principale contribution à la croissance du PIB, estimée à 3,4% par la Commission européenne (cf. graphique).

TENSIONS SUR L'OFFRE ET LES PRIX

Malgré des données encourageantes concernant les commandes à l'industrie et un niveau de confiance élevé des chefs d'entreprise, l'investissement est resté en retrait, reculant même au troisième trimestre de 2021. En cause, la pénurie mondiale d'intrants, notamment de composants, qui a entraîné des difficultés d'approvisionnement dans de nombreuses filières, au premier rang desquelles l'automobile.

Pression de la demande d'un côté, offre contrainte de l'autre : en Finlande comme partout, l'équation se résout par une augmentation des prix. Remontée à 3,4% sur un an en novembre 2021 (son plus haut niveau depuis 2012) l'inflation reflète, bien sûr, l'alourdissement de la facture énergétique, mais pas seulement. Depuis le printemps 2021, sa tendance dite « sous-jacente » (hors énergie et alimentation) est à l'accélération, notamment dans les services, où la pénurie de personnel qualifié a pour effet de tirer les salaires et les prix à la hausse. D'après les enquêtes de la Chambre de commerce, le phénomène est très sensible dans les secteurs de l'informatique et des communications, de la technologie, ou encore du commerce.

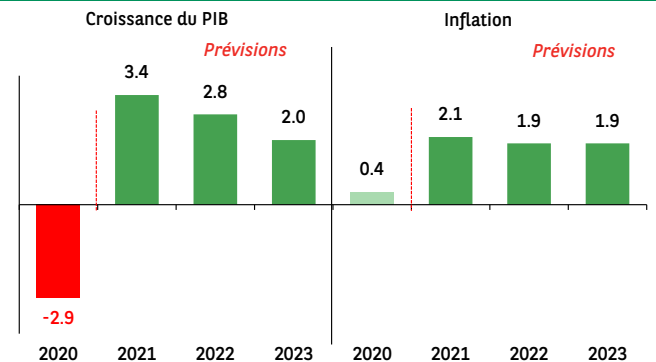
Grâce à la préexistence de stabilisateurs automatiques importants, le « quoi qu'il en coûte » n'a pas été poussé aussi loin en Finlande que dans la plupart des autres pays. D'après les estimations du Fonds monétaire international, les transferts budgétaires directs (hors prêts garantis) engagés pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ont atteint 4,8 points de PIB en 2020-21, un chiffre élevé dans l'absolu mais faible comparé à la moyenne européenne (plutôt proche de 10 points de PIB). Conséquence, la dérive des comptes publics est restée relativement contenue (dette limitée à 71% du PIB en 2021, déficit inférieur à 4% du PIB). La plupart des mesures d'urgence ayant expiré, l'impulsion budgétaire donnée à l'économie¹ devient négative (-0,5 point à horizon 2022 selon la Commission). Le rythme de croissance, possiblement ralenti cet hiver, atteindrait 2,8% en 2022.

Jean-Luc Proutat

Jean-luc.proutat@bnpparibas.com

avec la collaboration de Romane Surel (alternante)

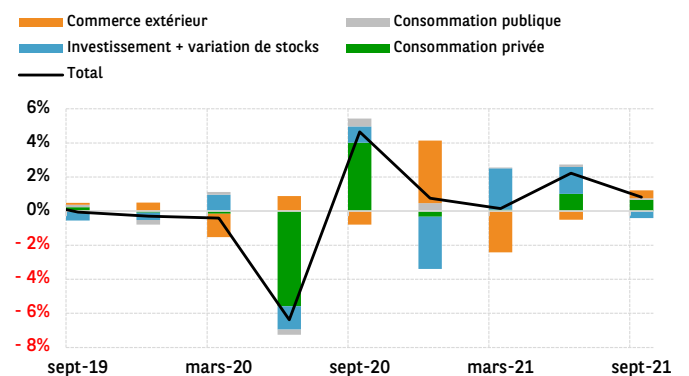
CROISSANCE ET INFLATION



GRAPHIQUE 1

SOURCES : COMMISSION EUROPÉENNE, BNP PARIBAS

CONTRIBUTIONS À LA CROISSANCE



GRAPHIQUE 2

SOURCE : STATISTICS FINLAND

¹ Soit l'évolution du solde budgétaire structurel primaire